

Pour leur avenir
et le nôtre...

demain le monde

n° 10 – novembre/décembre 2011

VOUS FERIEZ
15 KM À PIED
POUR RAMENER
DE L'EAU?

Ici, il y a trois ans, on
récoltait que du sable

Je regrette

j'ai les mains
pleines...

Echange au volontiers

La fin de la pauvreté
En l'an 2999 ?

DES PAROLES
AUX ACTES !

10 km de combat
POUR VAINCRE LA PAUVRETÉ, IL FAUT EN COMBATTRE LA SEULE

CNCD

CCP 002
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

geloofst
u in een
leven
vóór de
dood?

Il était
une fois

11.11.11

LA
DETTE
CONTRE PUITS.

TIERS MONDE
Il n'y a pas droit à...

SANTÉ ALIMENTATION LOGEMENT ÉDUCATION
SÉCURITÉ SOCIALE CONDITIONS DE TRAVAIL

La pauvreté

c'est moins d'au soleil ?

QUI PAYE LA FACTURE
CLIMATIQUE ?

d'hommes à hommes... avec

Le Sud bouge

et nous?

11-12-13-NOVEMBRE. C.C.P. 002

CCP 002

OPERATION 11.11.11
C.C.P. 002

LA PAIX
N'EST PAS UNE
QUESTION DE MOTS
MAIS D'ACTES.

Je kan de wereld veranderen.
You can change the World.
Mundo.
It's the.
أنت تغيير



Directeur de rédaction
Arnaud Zacharie

Rédaction
Frédéric Lévéque

Graphisme
Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression
Kliemo – Eupen
Imprimé à 6.000 exemplaires
sur papier recyclé

Photo de couverture
Mosaïque d'affiches des campagnes
du CNCD-11.11.11

dlm est le supplément
« développement » du magazine
Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !
www.imagine-magazine.com
www.cncd.be/dlm

Contact
dlm@cncd.be – 02 250 12 51



AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

03 édito

Si on partait sur d'autres bases
par Arnaud Zacharie

04 actu

Destination Durban
par Véronique Rigot

07 petites histoires de gros sous

L'impôt, les failles et l'intérêt général...
par Antonio Gambini

08 dossier

Il était une fois le CNCD-11.11.11
par Arnaud Zacharie, Nicolas Van Nuffel & Sébastien Brulez

De combats politiques en combats ... politiques

La solidarité, ça paie !

Soudan du Sud : une maladie définitivement éradiquée !

Au Brésil, la solidarité a permis de renvoyer
les militaires dans leurs casernes

Échos des projets

18 multi-culture

« Je réclame la révolution par l'éducation »
entretien avec Tiken Jah Fakoly, par Julien Truddaiu

22 www

Pas de solution ? Pas de problème !
par la Coalition contre la faim

23 pas au sud, complètement à l'ouest

Lâcher du lest
par Gérard Manréson

ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Si on partait sur d'autres bases ?

« PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ENSEMBLE DE LA PLANÈTE NE SUFFIT PLUS »

La date symbolique du 11/11/2011 est une opportunité de faire le point sur 45 ans d'histoire du CNCD-11.11.11, la coupole des ONG et associations belges actives dans la coopération au développement (voir l'article page X).

Depuis 1966, l'Opération 11.11.11 permet de financer des projets de développement portés par les ONG belges et qui ont débouché sur une série de *success stories* démontrant que le travail de quelques associations sur le terrain peut parfois déboucher sur des changements concrets et significatifs (voir l'article page X).

Les ONG ont également pour particularité de pouvoir populariser des alternatives globales qui, dans un premier temps, prennent souvent la forme d'utopies, mais qui, avec le temps, peuvent progressivement se muer en décisions politiques concrètes. Le contexte international actuel, marqué par une succession de crises, est tout particulièrement propice à la promotion de telles « utopies réalistes ». La stabilisation des marchés financiers et du climat, l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, la transition vers un modèle de développement soutenable et généralisable à l'ensemble de la planète sont autant d'enjeux majeurs qui nécessitent de promouvoir des alternatives à la hauteur des défis qu'ils supposent.

Dans ce contexte, la coopération internationale est certes plus nécessaire que jamais, mais elle doit être adaptée au contexte actuel. En effet, promouvoir le développement économique de l'ensemble de la planète ne suffit plus. Encore faut-il que les ressources de la planète soient suffisantes. Or notre modèle actuel consomme déjà une planète et demie. Généralisé à l'ensemble du monde, il en nécessiterait cinq ! Cela implique de changer notre logiciel et de coopérer avec les pays en développement pour inventer un modèle crédible qui soit écologiquement durable et socialement équitable. C'est un chantier énorme qui implique la coopération de tous, tant la course à la compétitivité mondialisée ne peut objectivement que mener à une impasse.

Seule une telle transition socio-écologique permettrait d'éviter le krach environnemental que nous prédisent les scientifiques si rien ne change. À Durban, en décembre 2011, les gouvernements tenteront ainsi une nouvelle fois de conclure un accord pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre (voir l'article p. 4). Mais le climat n'est qu'un des aspects des défis environnementaux : l'accès aux ressources naturelles et la biodiversité en sont d'autres aussi importants qui doivent nous inciter à promouvoir un autre modèle de production et de consommation. Si un tel modèle devrait être plus pauvre en carbone et sobre en consommation de ressources, il ne devrait pas impliquer un appauvrissement social. Au contraire, il doit être l'occasion de développer de nouvelles activités économiques, de nouveaux emplois, de nouvelles technologies et de nouvelles formes de prospérité plus équitablement réparties.

En définitive, la coopération internationale est l'avenir du monde, mais à condition qu'elle ait pour objectif de répondre aux défis de notre temps et qu'elle adapte ses pratiques en conséquence. L'heure est aux innovations et au changement. Si on repartait sur d'autres bases ?



Négociation climatiques



VÉRONIQUE RIGOT

Chargée de recherche, CNCD-11.11.11

Destination Durban

C'est à Durban, en Afrique du Sud, que se tiendra le prochain sommet des Nations Unies sur le climat. Deux semaines, c'est le temps imparti aux nations du monde entier pour s'entendre sur le futur accord international qui régulera le climat. Au-delà de la forme que prendra cet accord, l'enjeu sera la mise à disposition des moyens financiers nécessaires pour lutter contre le réchauffement global. Explications.

Du 28 novembre au 9 décembre, les Etats signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se réuniront à Durban, en Afrique du Sud. Les parties négocient un accord international qui régulera le climat à la suite du Protocole de Kyoto, qui arrivera à échéance fin 2012. Le processus est long : entamé dès 2005, il a été balisé en quatre grands chapitres dans une feuille de route à Bali en 2007. Cette feuille de route devait aboutir à la signature d'un accord à Copenhague en 2009, mais, on s'en rappelle, les négociations ont échoué. Le processus a alors été remis sur les rails à Cancún en 2010, où le sommet a accouché d'un texte d'une cinquantaine de pages traçant les contours du futur accord, chapitre par chapitre. À Durban, cette année, le défi sera non seulement de travailler à opérationnaliser les pistes de cet accord, mais aussi d'aller plus loin.

Aller plus loin signifie d'abord et avant tout obtenir un positionnement ambitieux sur les sujets qui fâchent, ceux qui ont bloqué les négociations à Copenhague, et qui ont été mis au frigo à Cancún. En cette période de crise et d'instabilité, force est de constater que les ambitions internationales sont au plus bas, malgré les nombreux discours sur la nécessité d'un revirement radical vers un développement durable. Les négociations stagnent sur trois dossiers : les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'engagement dans une seconde période du Protocole de Kyoto et les mécanismes pour mettre à disposition l'argent promis pour la lutte contre le réchauffement global.

Les gaz à effet de serre

La première manière de lutter contre le réchauffement global est de limiter les émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire principalement le gaz carbonique. Les objectifs de réduction des États sont loin de répondre aux recommandations scientifiques élaborées par le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC). Les États-Unis et la Chine cristallisent à eux seuls toutes les réticences à réduire leurs émissions. L'Union européenne (UE) stagne ainsi depuis fin 2008 sur son objectif de réduction de 20% à l'horizon 2020 par rapport à 1990, alors que la Commission a reconnu dans une communication que la crise économique et financière facilitait l'atteinte de cet objectif et a affirmé l'intérêt stratégique européen à adopter une réduction plus ambitieuse. Plus surprenant encore

que l'illogisme de l'UE, les pays du Sud s'engagent à des réductions plus ambitieuses que les pays industrialisés. Ils ne portent pourtant pas la responsabilité historique du réchauffement global,

« 60% DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS À L'HORIZON 2020 SERAIENT EFFECTUÉES GRÂCE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT »

mais dans les faits, malgré le principe de responsabilité différenciée, 60% des réductions des émissions à l'horizon 2020 seraient effectuées grâce aux pays en développement¹.

Une seconde vie pour Kyoto

Vu la conjoncture internationale, il y a peu d'espoirs de voir à Durban les États se prononcer pour des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions. Par contre, ils devront se prononcer sur la forme qu'ils veulent pour la suite du Protocole de Kyoto et sur les manières de mettre à disposition l'argent promis pour limiter le réchauffement global. Alors que les Etats-Unis ne sont jamais entrés dans le Protocole de Kyoto et



Tous à Bruxelles
le 3 décembre

Un peu moins de 10 000 km séparent Bruxelles de Durban, où auront lieu ces prochaines négociations des Nations Unies pour le climat. Une distance que les ONG, les associations environnementales et des syndicats parcourront symboliquement et écologiquement à Bruxelles le samedi 3 décembre prochain. Car ces négociations, aussi techniques qu'elles puissent être, concernent avant tout notre air, notre eau, notre alimentation, nos forêts, nos moyens de subsistance et notre avenir. En attendant le Sommet de la Terre qui aura lieu en juin 2012 à Rio de Janeiro, Durban est une étape importante pour laquelle nous rappelons à nos élus et à nos ministres que nous attendons d'eux des décisions ambitieuses.

Rendez-vous le 3 décembre à 14h
à la Gare du Nord à Bruxelles

Plus d'infos :
www.coalitionclimat.be

que quelques parties (le Japon, le Canada ou la Russie) ont d'ores et déjà annoncé qu'il leur est inconcevable de renouveler leur engagement au Protocole de Kyoto, l'UE se dit prête à poursuivre ses efforts de réduction à condition que les plus grands pays émetteurs s'y engagent également. Du côté des ONG, on insiste pour réformer certains aspects du Protocole, comme celui des mécanismes de développement propre².

Le nerf de la guerre

Le dossier crucial sur lesquelles des avancées sont attendues à Durban concerne les financements pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation du réchauffement. Les parties se sont engagées en deux étapes : à court terme (2010-2012) et à plus long terme (2013-2020).

À court terme, les financements qui doivent être rendus disponibles rapidement sont de l'ordre de 30 milliards de dollars. La Belgique s'est engagée à mettre à disposition 150 millions d'euros, soit 50 millions d'euros par an. En

2010, 42 millions ont été mis sur la table. Cette année, le gouvernement fédéral en affaires courantes n'a pu débloquer que 20 millions d'euros du budget de la coopération au développement... et à l'heure à laquelle ces lignes sont rédigées, les régions ne se sont pas encore prononcées. La perspective des 150 millions d'euros à l'horizon 2012 s'éloigne de plus en plus !

À plus long terme, les moyens devraient graduellement augmenter pour atteindre les 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. Ce montant peut paraître conséquent, mais n'est que très relatif si on examine les profits de certaines multinationales. Par ailleurs, des études ont démontré qu'on pouvait libérer facilement cet argent en instaurant une taxe sur les transactions financières (idée que dit défendre la Belgique, à l'instar de la France et de l'Allemagne), voire si on combine plusieurs sources de financement, notamment une taxe sur les transports aérien et maritime par exemple.

Nouvelles sources de financement

Par rapport à cet enjeu, les ONG insistent sur deux points. D'une part, cet argent doit provenir, de sources publiques car l'argent prêté par le privé nécessitera remboursement du principal et des intérêts, alors que les projets de lutte contre le réchauffement global ne sont pas des projets rentables. D'autre part, de nouvelles sources de financement sont nécessaires. Il ne peut s'agir d'aide publique au développement recyclée, sous peine de priver certaines régions de projets nécessaires et/ou de gonfler les chiffres de l'aide au développement.

1/ Stockholm Environment Institute, « Comparison of Annex 1 and non-Annex 1 pledges under the Cancun Agreements », juin 2011. Lire aussi : Oxfam International, « Developing countries pledge bigger climate emissions cuts than world's richest nations », 6 juin 2011. 2/ Le mécanisme de développement propre (MDP) est un mécanisme économique de la finance du carbone qui fut élaboré dans le cadre du Protocole de Kyoto. Il s'agit d'un mécanisme de marché visant à récompenser l'instauration de technologies de réduction d'émissions dans les pays en voie de développement, et à en monétariser la valeur, négociée en unités d'équivalent d'une tonne de CO₂.

VÊTEMENT



ELECTRONIQUE



SPORT



JOUET



Vous voulez appuyer des propositions concrètes faites aux entreprises et pouvoirs publics.

Vous voulez soutenir des travailleurs et des travailleuses qui luttent pour le respect de leurs droits.

Vous voulez acheter des produits fabriqués dans de bonnes conditions de travail.

Devenez achACTEURS!



le nouveau nom de la
Campagne Vêtements Propres

www.achact.be
Tel +32 (0)10/457527 - achateurs@achact.be

ANTONIO GAMBINI,
Charge de recherche, CNCD-11.11.11

L'impôt, les failles et l'intérêt général ...

Il est des informations qui passent presque inaperçues et qui témoignent pourtant du fonctionnement de l'économie réellement existante. Une fois n'est pas coutume, voici trois petites histoires de très gros sous.

© CpaKmoi 2009

L'intérêt général aux oubliettes

Les Etats-Unis n'ont pas le monopole des mesures, disons, ... contestables. Ainsi, en réaction à la crise financière et économique mondiale qui a démontré à la fois le manque de sérieux des comptes de la plupart des grands opérateurs du secteur financier et les effets dévastateurs que ces comptabilités truquées peuvent avoir sur l'ensemble de l'économie, l'International Accounting Standards Board (IASB) – le Bureau des standards comptables internationaux – a vu ses statuts modifiés afin de ne plus mentionner l'intérêt général parmi ses objectifs. Seule la défense des investisseurs compte maintenant.

Ce Bureau est l'organisme international chargé de l'élaboration des normes comptables internationales. Il s'agit d'une institution purement privée qui n'a donc de comptes à rendre à aucun gouvernement ou assemblée démocratiquement élue. Le hic, c'est que l'Union européenne a choisi de déléguer à cet organisme le droit d'élaborer des normes comptables qui s'imposent à tous ses ressortissants, comme à peu près à l'ensemble de la planète. Nous voilà rassurés...

1/ Antonio Gambini, Contre-attaques, dlm, demain le monde n°8, juillet-août 2011.

2/ Simon Goodley, European Investment Bank halts loans to Glencore, The Guardian, 31 mai 2011. 3/ Gift Chanda and Kabanda Chulu, Explain tax avoidance reports, ActionAid tells Glencore, The Post Online, 7 septembre 2011.

4/ Traduction des propos du sénateur Max Baucus dans Senate Passes Patent Reform Bill Banning Tax Strategy Patents, Accountingtoday.com, 8 septembre 2011.

Rappelle-toi, fidèle lecteur. En juillet dernier, dans cette même chronique, nous faisions état des pratiques douteuses de Glencore. Cette entreprise, basée en Suisse, n'est rien de moins qu'un des leaders mondiaux des matières premières. Elle était accusée d'évasion fiscale massive dans le cadre de ses opérations minières en Zambie, via les techniques désormais classiques de la surfacturation de prétendus services rendus par d'autres filiales du groupe et de la vente du minerai à prix cassés à la maison mère en Suisse. Des pratiques qui constituent une perte sèche pour le fisc zambien.¹

Face au scandale, la Banque européenne d'investissement (BEI), qui est financée par les contribuables européens et qui avait prêté 50 millions de dollars à Glencore en 2005 pour soutenir ses projets en Zambie, a réagi en bloquant tout nouveau prêt à cette entreprise². Pour essayer de retrouver un peu de crédibilité, Glencore a annoncé fièrement qu'elle soutient désormais l'initiative *EITI*, une initiative volontaire lancée par plusieurs pays pour amener plus de transparence dans le secteur extractif³. Cela peut paraître ingénue mais pourquoi ne pas simplement rendre aux Zambiens les impôts que Glencore n'a pas payés depuis 2005 ? Ce ne serait que justice...

L'évasion fiscale pour tous

De l'autre côté de l'Atlantique, chez l'Oncle Sam, on a une conception toute particulière de la justice en matière fiscale. En septembre, le Sénat des Etats-Unis a formellement interdit de breveter les systèmes d'évasion fiscale, ou « stratégies fiscales » pour utiliser un euphémisme.

Oui, oui, vous lisez bien : breveter des systèmes d'évasion fiscale... En fait, en 1998, les cours et tribunaux avaient admis le principe de la brevetabilité des simples « **methods of doing business** » (méthodes commerciales), quand bien même elles ne comportent aucune innovation technologique ou scientifique au sens strict du terme. En avait suivi une explosion du nombre de dépôts de brevets sur des systèmes permettant aux contribuables – particuliers comme entreprises – de minimiser leurs obligations fiscales, en exploitant les failles (*loopholes*) du code des impôts. Cette pratique est désormais interdite mais, détail croustillant, la réforme n'a pas été faite au nom de la justice fiscale ou du respect de l'esprit de la loi mais plutôt pour empêcher que « des brevets injustes donnent à un petit nombre de personnes un monopole sur des stratégies fiscales qui devraient être ouvertes à tous »⁴. L'égalitarisme à la sauce néolibérale !



Le convoi a une vingtaine de voitures de la 102ème Légion, une marche surveillée de 20 km au profit de l'opération. Départ par le nord de Boischaot, les différents groupes Grimbergen pour éviter par le Domaine des Trois Fontaines sans restaurer et des paysages à faire rêver. Cela a pu quelques échecs de couvrir la distance dans la coquille.



ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Il était une fois... le CNCD-11.11.11

À 45 ans, on est plus tout jeune. Les souvenirs s'accumulent. Cette année, le CNCD-11.11.11 fête ses 45 ans et, hasard du calendrier, cet anniversaire tombe la même année qu'une date ô combien symbolique : le 11 novembre 2011. L'occasion a été saisie pour rassembler quelques dates, chiffres, témoignages et anecdotes et vous conter brièvement notre histoire, remémorer quelques combats politiques et présenter quelques réussites emblématiques de projets soutenus par l'Opération 11.11.11.



Julius NYERERE est venu à Bruxelles fêter les 20 ans du C.N.C.D.-N.C.O.S.



Leur bonheur,
une question de justice

Crédez le compte n° 44/68.515,
ouvert en faveur de l'Opération 11.11.11,
au nom de la Banque Belgo-Congolaise.

Les sommes versées peuvent
être déduites des revenus
imposables.

C.N.C.D. - 67-75 rue Botanique - 1000 Bruxelles

La Belgique tout entière a
avec générosité à l'opération





Le CNCD-11.11.11 a traversé 45 ans d'histoire de la coopération au développement. La plupart de ceux qui ont participé à sa création ne sont plus là pour en témoigner. D'autres qui ont participé à son évolution sont toujours bien présents. Nous sommes donc partis à la collecte d'anecdotes, de témoignages pour tenter de retracer les grandes lignes de cette histoire...

Il était une fois le CNCD

Le Centre national de coopération au développement/Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (CNCD/NCOS) est né le 26 avril 1966. Quatre collectifs d'associations de solidarité avec le tiers-monde¹ entendaient ainsi répondre à l'appel de la FAO –

Il était une fois 11.11.11

Le CNCD lancé, celui-ci organisa quelques mois plus tard, le 11 novembre exactement, la première Opération 11.11.11. Son objectif : mobiliser des fonds auprès de la population belge pour financer des projets de développement dans le tiers-monde. Pourquoi 11.11.11 se demandent souvent les gens ? Parce que les fondateurs de la coupole voulaient rappeler qu'il n'y avait pas de développement possible sans paix, et inversement, d'où le choix d'organiser cette récolte le 11^e jour du 11^e mois à la 11^e heure, soit le moment où traditionnellement les anciens combattants fleurissaient les monuments aux morts.

11.11.11, oui mais...

Si les premières années sont marquées par une vision caritative, les années 70, sous l'impulsion des mouvements tiers-mondistes, font évoluer l'organisation vers une coordination plus large d'une centaine de membres. Le CNCD-11.11.11 se sépare alors des personna-

« LES FONDATEURS VOULAIENT RAPPELER QU'IL N'Y AVAIT PAS DE DÉVELOPPEMENT POSSIBLE SANS PAIX »

I'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation – pour éradiquer la faim dans le monde. Elles créent donc une coupole regroupant plusieurs jeunes associations belges de solidarité internationale, qu'on appellera plus tard organisations non gouvernementales (ONG). L'idée première de cette coupole était de mettre la coopération au développement au-dessus des parties prenantes et des grandes idéologies de l'époque en la plaçant sous le parrainage de différentes personnalités des trois piliers politiques (socialiste, chrétien et libéral) qui ont marqué l'histoire du pays. Son premier président fut Paul-Henri Spaak, le même qui exerça entre autres les fonctions de Premier ministre, secrétaire général de l'OTAN et président de la première Assemblée générale de l'ONU.

lités politiques et se développe autour de trois piliers : les ONG tiers-mondistes, les comités locaux de volontaires et les mouvements socio-culturels et de jeunesse. L'organisation devient ainsi le lieu de convergence d'organisations pour lesquelles le développement est lié aux changements structurels dans les politiques internationales. Ralph Coekelberghs, actif depuis plus de trente ans au sein du CNCD-11.11.11, se souvient : « Nous avions lancé une campagne externe intitulé : 11.11.11, oui mais... Nous voulions par-là insister sur l'importance de ne pas se limiter à financer des projets dans le tiers-monde, mais d'aussi interroger les décideurs politiques ». La coupole se fixe alors trois missions : le financement de projets dans le tiers-monde, les interpellations politiques et l'information du public belge.

On se sépare
mais on reste amis

Alors que l'organisation évolue vers une approche davantage fondée sur la défense des droits humains et sur la solidarité avec les luttes des peuples du tiers-monde, la demande d'autonomie de l'aile flamande, le NCOS (devenu depuis 11.11.11), aboutit à la scission en deux entités juridiques distinctes en 1981. Selon Geneviève Ryckmans, présidente de la coupoles francophone à l'époque : « La scission s'est passée de manière cordiale, nous n'étions pas demandeurs en tant que francophones, mais nous l'avons acceptée et sommes restés en très bons termes avec nos homologues néerlandophones ». Aujourd'hui, les collaborations restent permanentes et les campagnes sont souvent communes...

Un profil politique qui s'affirme

Au cours des années 1980, le CNCD-11.11.11 multiplie les combats politiques : contre l'apartheid en Afrique du Sud, pour la démocratie au Congo/Zaïre, contre la faim dans le monde. En 1984, l'organisation se sépare de son département des projets dans le tiers-monde, SOS Faim, qui devient une ONG autonome, tandis que la coupole se recentre sur son rôle de coordination en termes de sensibilisation et de plaidoyer politique, ainsi qu'en termes de collecte de fonds pour financer les projets de ses membres et de leurs partenaires dans le tiers-monde. En 1986, le CNCD-11.11.11 crée l'ONG « Le Monde selon les Femmes » pour promouvoir l'égalité des sexes et la dimension genre dans les ONG et leurs projets de développement.

Formellement agréée en 1991 en tant qu'ONG par le gouvernement – ce qui donne accès à un cofinancement public –, le CNCD-11.11.11 poursuit au cours des années 1990 son travail politique. À l'époque déjà, une campagne a été menée sur la régulation des marchés financiers et la lutte contre la spéculation financière. 1992 voit aussi la question environnementale faire son



entrée dans le secteur du développement avec le Sommet de la Terre de Rio. Des enjeux toujours et encore plus d'actualité.

Soutenir la société civile du Sud

Le début des années 2000 est marqué du sceau de la dette du tiers-monde. Le CNCD-11.11.11 participe à la mobilisation mondiale du Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette du tiers-monde et lance une grande campagne de trois ans en Belgique. En 2003, les trois syndicats (CSC, FGTB et CGSLB) rejoignent la coupole, dont le nombre et la nature des organisations membres continuent de s'élargir. C'est également à cette époque que débute un processus de réforme institutionnelle, qui passe notamment par la création en 2006 d'un programme « citoyenneté et démocratie » financé par l'Opération 11.11.11². Celui vise le renforcement des capacités de la société civile du Sud par le biais de coordinations et de coupoles d'ONG et d'associations. Sa philosophie part du postulat que la démocratie fait partie intégrante du processus de développement et que la construction de contre-pouvoirs citoyens coordonnés et suffisamment représentatifs représente le ciment indispensable à la mise en œuvre de politiques de développement.

ment reflétant les attentes des populations locales. En 2009, l'organisation d'Assises de la coopération aboutit à l'adoption d'une nouvelle charte politique en vue d'affronter les enjeux du 21^e siècle. Cela ne fait pas de doute : du chemin a été parcouru depuis la vision caritative des débuts.

En 45 ans d'existence, le CNCD-11.11.11 a traversé une bonne partie de l'histoire de la coopération au développement en général et des ONG en particulier. Bon gré, mal gré, à travers les débats, les combats et les réformes, dans les classes d'écoles, les couloirs du parlement ou dans la rue, il s'est fait une place au sein de la société civile et est devenu avec son homologue néerlandophone le principal interlocuteur du gouvernement sur les questions de coopération internationale.

1/ le Comité Projets au Tiers-Monde, le Comité belge pour le Volontariat Outre-Mer, le Comité national d'accueil des étudiants étrangers et le Comité belge pour l'Aide aux Réfugiés

2/ L'Opération 11.11.11 finance chaque année une cinquantaine de projets regroupés au sein de deux programmes : le programme « citoyenneté et démocratie », qui regroupe les partenariats directs du CNCD-11.11.11, et le programme « partenaires », qui regroupe l'ensemble des programmes et projets de développement présentés par les organisations membres de la coupoole et leurs partenaires du Sud.

Page 4 :

- ★ Le Tiers-Monde régresse-t-il ?

Page 6 :

- ★ UNCTAD II : Un échec ?

Page 13 :

- ★ Le Rwanda construit des transistos

Page 22 :

- ★ Voyagez les

De combats politiques en combats ... politiques

L'histoire du CNCD-11.11.11 est truffée de campagnes et de combats politiques qui ont pris avec le temps de plus en plus de place au sein de la coupole.

Soutien aux peuples du tiers-monde

Au départ, les principaux combats ont porté sur des formes de soutiens à des peuples du tiers-monde. Par exemple, suite au coup d'Etat militaire contre le président chilien Salvador Allende, le CNCD/NCOS condamna fermement le putsch et appela la Belgique à ouvrir son ambassade pour permettre d'accueillir les réfugiés politiques chiliens. La Belgique abritera en effet un nombre important de réfugiés chiliens et latino-américains dans les années 1970.

Dans les années 1980, Le CNCD-11.11.11 participa au front de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud au travers notamment de l'ouverture d'une ligne spécifique de l'Opération 11.11.11 pour le soutien du mouvement anti-apartheid, tandis que des projets financés par 11.11.11 permirent à des ONG belges de soutenir des mouvements populaires contre les dictatures au Brésil ou au Zaïre. Autre combat mémorable : celui pour la démocratie et le développement au Congo-Zaïre. Pierre Grega, secrétaire général du CNCD-11.11.11 à partir de 1986, se souvient notamment de l'organisation d'un Tribunal des Peuples sur le Zaïre et la campagne de dénonciation de la dictature de Mobutu organisée par le « groupe Zaïre » coordonné par le CNCD-11.11.11 : « Le gouvernement belge a tout fait pour nous empêcher d'organiser ce Tribunal des peuples en Belgique, car nous étions trop critiques à ses yeux envers leur allié Mobutu. Nous avons donc dû organiser cet événement aux Pays-Bas voisins. Mais Léo Tindemans, ministre des Affaires étrangères de l'époque, a néanmoins coupé les fonds au groupe Zaïre jugé trop critique ».

Alternatives structurelles

C'est au cours de la même décennie que le CNCD-11.11.11 commença à s'impliquer dans des campagnes pour revendiquer des alternatives internationales et s'attaquer de manière structurelle aux inégalités Nord-Sud et aux causes de la pauvreté. Ces alternatives, souvent qualifiées d'utopistes lorsqu'elles furent proposées, ont généralement été progressivement prises en compte par les gouvernements, même si de manière insuffisante.

La dette du tiers-monde, par exemple, est devenue un sujet central des G7 successifs au début des années 2000, abou-

tissant à une initiative d'allégement de la dette d'une trentaine de pays pauvres. La question de l'égalité des sexes est devenue un des huit Objectifs du millénaire adoptés par les Nations unies en 2000, tandis que la taxation des transactions financières internationales a été défendue en Belgique par une loi votée en juillet 2004 par le parlement belge, avant qu'elle ne soit récemment proposée par la Commission européenne en 2011. Quant à la souveraineté alimentaire, elle fait désormais partie du vocabulaire des décideurs politiques, même si cela n'est jusqu'ici resté qu'une évolution essentiellement sémantique. Le CNCD-11.11.11 a ainsi contribué à populariser des alternatives inconnues du grand public et snobées par les décideurs politiques, mais qui sont petit-à-petit devenues des enjeux traités dans les principales enceintes internationales.

Enfin, plusieurs campagnes de plaidoyer ont eu pour objectif de contrer des décisions internationales qui auraient aggravé les inégalités Nord-Sud. Ce fut par exemple le cas des campagnes contre les politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale ou de celle menée au début des années 2000 contre la politique des brevets imposés par les firmes pharmaceutiques et rendant les médicaments trop chers pour la majorité des populations du Sud. Pierre Galand, président du CNCD-11.11.11 de 1994 à 2002, se rappelle aussi du combat pour le déliement de l'aide dans les années 90 : « Nous avons dénoncé le fait qu'une bonne part de l'aide belge était liée, c'est-à-dire qu'elle impliquait pour les pays bénéficiaires d'acheter en contrepartie des fournitures d'entreprises belges. »

Au fil des ans, le CNCD-11.11.11 a ainsi tenté d'articuler la mise en œuvre de ses trois missions de manière cohérente, en vue de renforcer les capacités des partenaires du Sud et de promouvoir des avancées politiques structurelles pour contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde. Avec le temps, les enjeux ont évolué et se sont élargis, pour inclure les questions liées au commerce international, au système financier international ou, plus récemment, à l'environnement et au climat. En effet, le développement ne doit plus seulement permettre de garantir les droits humains fondamentaux dans le Sud. Il se doit également d'être suffisamment soutenable pour que la prospérité d'aujourd'hui n'hypothèque pas les conditions de la prospérité de demain. C'est tout l'enjeu de la campagne pour la justice climatique lancée en 2011 par le CNCD-11.11.11.

La solidarité, ça paie !

Depuis 45 ans, l'Opération 11.11.11 soutient des projets un peu partout dans le Sud. Une longue histoire marquée par d'importantes évolutions dans la façon de penser la coopération. Mais aussi, cela vaut la peine d'être souligné, marquée par des conquêtes et des avancées. Retour sur quelques projets qui montrent que la solidarité internationale, ça fonctionne !

NICOLAS VAN NUFFEL

Responsable département Plaidoyer, CNCD-11.11.11



Soudan du Sud Une maladie définitivement éradiquée !

Au début des années 2000, le Soudan est marqué par la guerre civile. Un autre fléau vient s'ajouter à la guerre : le Sud-Soudan s'avère en effet le dernier refuge au monde de la peste bovine. C'est sans compter la ténacité de la population qui, avec l'appui de Vétérinaires sans frontières et de l'Opération 11.11.11, va réaliser l'inespéré : éradiquer définitivement la maladie !

Tout au long des 30 dernières années, le Soudan a été associé dans l'actualité à la violence. Violence des deux guerres qui s'y sont déroulées, au Darfour et entre le Nord et le Sud du pays. Violence du régime d'Omar el-Béchir, poursuivi par la Cour pénale internationale pour crime contre l'Humanité. Violence enfin des famines qui y ont sévi, en conséquence directe de ce qui précède.

Car si l'environnement désertique joue évidemment un rôle dans ces famines, il n'est pas tout. La guerre, en détruisant les structures de l'État et en déstructurant les communautés, a en effet longtemps empêché de lutter efficacement contre les véritables causes de la faim, dont les épidémies animales. Comme le dit si bien le slogan de Vétérinaires sans frontières (VSF) : « Quand le troupeau est malade, c'est le village qui meurt ».

Améliorer les conditions d'élevage

C'est pourquoi VSF a entamé dès 1995 un programme visant à améliorer les conditions d'élevage dans le sud du pays et, en particulier, à lutter contre la peste bovine. Il faut savoir en effet que cette maladie est depuis toujours la plus redoutée par les éleveurs.

« C'est comme le choléra pour les êtres humains », souligne Rizig Elisama Loma, directeur de l'Institut de formation en élevage Marial Lou. « En deux jours, plus de 20 têtes de bétail peuvent mourir », avec les conséquences que l'on imagine pour des familles qui dépendent souvent exclusivement de l'élevage pour leur subsistance.

Après une première phase essentiellement consacrée à des campagnes de vaccination, les foyers de la maladie sont pour la plupart éteints au début des années 2000. C'est alors que VSF et son partenaire, la Relief Association Southern Sudan (RASS), lancent la deuxième phase du programme, avec le soutien de l'Opération 11.11.11. L'objectif est ambitieux : éradiquer définitivement la maladie.

Stratégie participative

Pour ce faire, ce sont les ressources des communautés elles-mêmes qui sont mobilisées. Elles seules sont en effet capables de veiller au quotidien pour détecter tout signe avant-coureur d'une résurgence de la maladie. Le programme se concentre donc sur le renforcement des capacités de ces communautés, au travers de la sensibilisation et, plus particulièrement, de la formation de « travailleurs communautaires de santé animale », maillon essentiel de la chaîne de transmission entre les éleveurs et les autorités. Le tout, bien entendu, avec l'appui de vétérinaires de terrain.

Cette stratégie participative porte assez rapidement ses fruits : en donnant aux communautés un rôle actif, elle permet non seulement d'améliorer l'efficacité du système d'alerte, mais rend à celles-ci une confiance en elles essentielle à la reconstruction du pays. En quelques années, la peste bovine disparaît de la région et, avec elle, une épée de Damoclès qui pesait sur toute perspective de développement. Pour John Chol, inspecteur pour la santé animale, les choses sont claires : « L'éradication de la peste bovine n'aurait pas été possible sans le projet ! J'ai vu les ravages de la peste quand j'étais enfant. Je vivais

« ICI, LE BÉTAIL EST LA RESSOURCE LA PLUS IMPORTANTE POUR VIVRE ! »

dans la communauté de mon oncle : la peste y a décimé 70 vaches ! Vous savez, ici, le bétail est la ressource la plus importante pour vivre ! »

Un programme qui n'aura pas été mené en vain : plus aucun cas de peste bovine n'ayant été observé depuis 2001, l'Organisation mondiale de la santé animale a officiellement décreté en mai 2011 que la peste bovine était la première maladie animale éradiquée de la surface de la Terre. Et le Soudan du Sud, indépendant depuis l'été 2011, peut désormais envisager de se reconstruire sans craindre le retour de ce fléau.



Au Brésil, la solidarité a permis de renvoyer les militaires dans leurs casernes

Bien avant d'être le symbole de tout un pays, Lula fut un dirigeant syndical et un opposant à la dictature militaire qui sévissait au Brésil. Une opposition qui, pour se réorganiser, a pu compter sur le soutien des ONG belges et de l'Opération 11.11.11.

Lorsque le CNCD-11.11.11 est créé, en 1966, Entraide & Fraternité fait déjà partie de ses membres. À la même époque, le Brésil est dirigé par un régime militaire. Celui-ci soigne cependant son image de marque et garde un profil relativement modéré. Mais deux ans plus tard, face aux mouvements massifs de contestation du printemps 1968, la junte durcit la répression. Commencent alors les « années de plomb », où toute forme d'organisation des mouvements sociaux est pourchassée et les leaders arrêtés, torturés, exilés, voire assassinés. L'impact de la répression est terrible, non seulement pour les activistes qui en sont victimes, mais aussi pour toute la société, déstructurée par la disparition de la société civile et désorientée par la propagande de la junte.

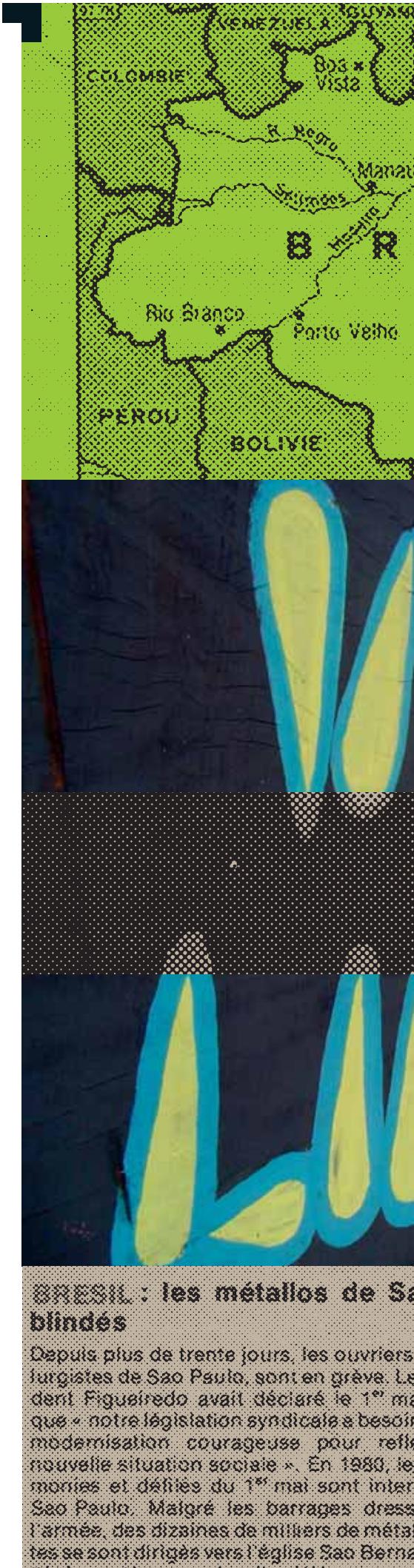
Les Églises en pointe

Heureusement, la solidarité internationale s'organise. Elle passera bien souvent par le biais des Églises, notamment via les réseaux d'anciens de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Très tôt, Entraide & Fraternité sera l'un des noyaux du soutien aux opposants brésiliens. Mais les choses se concrétisent surtout à partir du milieu des années 1970.

En 1976 a lieu dans le plus grand secret une réunion de leaders syndicaux et populaires venus de tout le pays. Ensemble, ils identifient le chemin pour mettre à bas la dictature. Ce chemin passe par la réorganisation des mouvements sociaux, mais celle-ci ne peut avoir lieu sans assurer la formation d'une nouvelle génération de leaders capables d'accompagner ces mouvements dans la durée. De cette réunion naîtra le Centre d'action communautaire (CEDAC), qui ne pourra cependant voir le jour officiellement qu'en 1979, après le vote de la Loi d'amnistie qui permet aux opposants de sortir de l'ombre et aux exilés de rentrer au pays. « Au début, nous devions tout faire en secret », se souvient Angelina de Oliveira, l'une des fondatrices. « Pour ne pas attirer l'attention, nous en étions réduits à commander un gâteau à chaque fois que nous nous réunissions, et nous nous mettions à chanter 'joyeux anniversaire' dès qu'il y avait un mouvement suspect ! »

Formation de dirigeants syndicaux

Peu à peu, les mouvements se réorganisent et le CEDAC y joue un rôle primordial. Il assure en particulier la formation des dirigeants syndicaux qui organisent les grandes grèves de 1977 à 1979. Le mouvement prend de plus en plus d'ampleur et la dictature finit par plier : le pays prend le chemin de la démocratie. Lentement. Tout au long des années 1980, le CEDAC, soutenu par Entraide & Fraternité et l'Opération



Brésil : les métallos de São Bernardo

Depuis plus de trente jours, les ouvriers métallurgistes de São Paulo, sont en grève. Le vendredi 11 mai, le syndicat de la métallurgie de São Bernardo a déclaré le 1^{er} mai « notre législation syndicale a besoin de modernisation courageuse pour refléter la nouvelle situation sociale ». En 1980, les morts et défaillies du 1^{er} mai sont interdites à São Paulo. Malgré les barrages dressés par l'armée, des dizaines de milliers de métallos se sont dirigés vers l'église São Bernardo, dans le quartier de São Bernardo, où ils ont été accueillis par l'archevêque de São Paulo, Mgr Hélder Câmara.

demain
le monde

4

influence et
dantes. Au
politiques. Il
faut faire si
le pouvoir, les
succès sur
connaissant
que aucun d'
ment

BRESIL: Pas de Président au suffrage universel

vice-président



« CETTE HISTOIRE, C'EST D'ABORD CELLE DES BRÉSILIENS QUI SE SONT LEVÉS POUR DIRE 'PLUS JAMAIS ÇA'. »



ao Paulo bravent les

Frédéric Lévéque 2011

Le Brésil a approuvé des réformes qui ont empêché la modification en pas de la Constitution sur l'égalité. N'importe qui de la Constitution, corrigée par la majorité de la législation précédente simple Congrès.

Le résultat de 420 à 479.

Le mandat d'assemblées municipales passe à 5 ans.

Le résultat de 420 à 479.

Près de 55% des voix pour l'opposition. Pour l'opposition, le résultat de 420 à 479.

Les favelas du Brésil d'aujourd'hui. Et derrière la colline, la richesse, puissante et provocante.

11.11.11, va accompagner le processus de re-démocratisation par la base, en assurant la formation des leaders partout dans le pays, des quartiers populaires aux mouvements nationaux. Avec, en point d'orgue, en 1983, la fondation de la Centrale unique des travailleurs (CUT), puissant syndicat qui compte parmi ses leaders un certain Lula...

La mobilisation ne faiblit pas. En 1984, des millions de Brésiliens sont dans les rues pour réclamer le droit d'élire directement leur président. Puis, en 1988, le CEDAC coordonne avec d'autres ONG nationales la campagne pour la participation populaire à la Constituante : un million d'amendements seront soumis par les citoyens brésiliens, pour montrer

au monde politique que la démocratie leur appartient et qu'ils ne sont plus prêts à se la laisser voler.

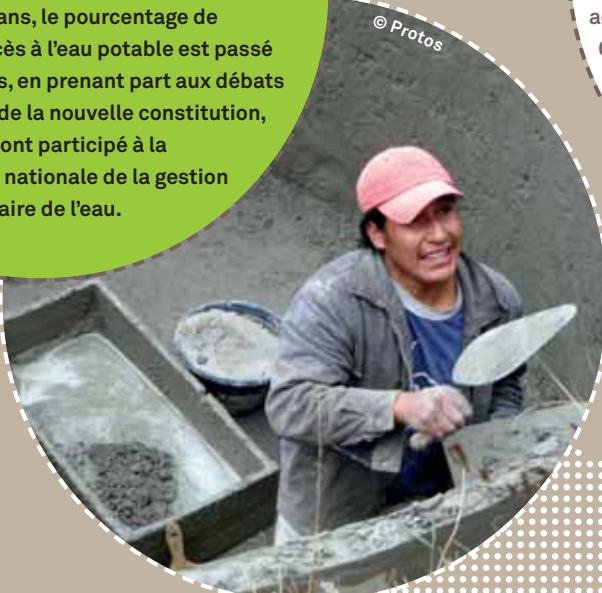
Comme le souligne encore Angelina de Oliveira : « Cette histoire, c'est d'abord celle des Brésiliennes et des Brésiliens qui se sont levés pour dire 'plus jamais ça'. Mais elle n'aurait pas pu avoir lieu sans le soutien de ceux qui, en Belgique notamment, ont cru que la dictature n'était pas une fatalité et que la démocratie viendrait d'un peuple qui se lève. »

Une anecdote pour finir : en 1988, l'Opération 11.11.11 soutenait l'action d'éducation populaire du Cedac dans la favela de Mangueira, à Rio. À l'occasion du centenaire de l'abolition de l'esclavage, il fut décidé de travailler ce thème avec les habitants du quartier, autour de la question : l'esclavage a-t-il vraiment été aboli ? Le résultat, c'est que la Mangueira gagna le Carnaval de Rio avec une samba restée dans l'Histoire : « Será que já raiou a liberdade ? », qu'on pourrait traduire par « Est-ce que la liberté a jamais vu le jour ? ». Comme quoi la solidarité Nord-Sud peut mener à tout...

Échos des projets

Équateur : des milliers de familles s'assurent l'accès à l'eau

En Équateur, Protos et son partenaire, le Cedir, ont soutenu les acteurs locaux pour garantir l'accès à l'eau. En s'occupant des infrastructures, mais aussi de la formation des communautés locales, le projet a permis la mise en place d'un système durable au service de la population. En 13 ans, le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est passé de 40% à 70% ! De plus, en prenant part aux débats lors de l'élaboration de la nouvelle constitution, les acteurs locaux ont participé à la reconnaissance nationale de la gestion communautaire de l'eau.



Bolivie : comment l'Opération 11.11.11 vous a permis de manger du quinoa

Dans les années 1980, l'Opération 11.11.11 a servi de levier pour permettre aux producteurs de l'Altiplano bolivien de développer le quinoa. Avec l'appui de SOS Faim, ceux-ci se sont organisés et ont transformé cette culture essentiellement destinée à l'autoconsommation en un produit destiné au marché national et international. En développant les activités de transformation et de commercialisation, l'ANAPQUI a permis aux producteurs de se passer des intermédiaires et de garantir un prix digne aux producteurs locaux. Au point de représenter jusqu'à 45% des exportations boliviennes de quinoa.

Sénégal : la mobilisation renvoie l'Europe s'occuper de ses oignons !

Face au blocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne (UE) multiplie depuis dix ans les accords commerciaux bilatéraux avec les pays du Sud. Ceux-ci négocient alors en position de faiblesse face à une UE qui exige le plein accès aux marchés locaux. Mais au Sénégal, le CONGAD, partenaire du CNCD-11.11.11, est parvenu à mobiliser la population contre l'Accord de partenariat économique (APE). Au point que le président Wade a fini par refuser de signer cet accord, fin 2007.



RDC : permettre aux victimes de violences sexuelles de reprendre leur destin en main

Les femmes sont de loin les premières victimes du conflit qui fait rage depuis 15 ans en République démocratique du Congo. Victimes multiples, elles subissent à la fois les conséquences de l'insécurité générale, la menace de violences sexuelles, souvent utilisées comme arme de guerre, et l'exclusion sociale quand elles sont elles-mêmes victimes de viol. Avec l'appui du Fonds André Ryckmans, des organisations congolaises aident ces femmes à retrouver autonomie économique et dignité. En deux ans, 125 femmes ont ainsi pu développer une activité économique grâce à un appui à l'élevage.



Palestine : occuper la terre pour lutter contre l'occupation
Avec le durcissement de l'occupation israélienne, la situation dans les Territoires palestiniens ne cesse de se détériorer. Face à l'enclavement qui constitue un frein au développement économique, Oxfam solidarité a lancé en 2008 avec son partenaire, l'Union of Agricultural Work Committees, un programme d'appui aux agriculteurs de Cisjordanie. Le projet a permis d'augmenter la production agricole, bénéficiant à plus de 500 familles rurales et donnant de l'emploi à plus de 2.000 travailleurs.



Bangladesh : la mortalité infantile n'est pas une fatalité
Au Bangladesh, les indicateurs dans le domaine de la santé sont inquiétants : 70% de la population n'a pas accès aux soins de santé primaire. Dans ce contexte, l'action menée par l'organisation « Gonoshasthaya Kendra », en partenariat avec Solidarité mondiale, a permis de transformer la vie d'un million et demi de personnes, grâce à la mise en place de six hôpitaux et trente-neuf centres de santé. Le tout, en garantissant une tarification solidaire des soins et en assurant la responsabilisation des autorités publiques !



Burundi : les caféculteurs montrent que la solidarité, ça paye !

Entre guerre civile et privatisations, la situation des caféculteurs burundais s'est singulièrement détériorée depuis vingt ans. Au point que la plupart d'entre eux n'ont plus les moyens d'accéder aux soins de santé de base.

En soutenant le programme de promotion des mutuelles de santé des caféculteurs du Burundi, Solidarité socialiste a permis à plus de trente mille personnes de retrouver les moyens d'accéder à la santé. Les bénéficiaires payent jusqu'à 50% moins cher pour se faire soigner et la mortalité est en nette diminution.

RDC : les paysannes rappellent que la souveraineté alimentaire passe par le respect de leurs droits

En mettant en place une méthodologie qui utilise la formation et l'échange pour alimenter recherche et plaidoyer, le Monde selon les femmes permet aux organisations de femmes de RDC de prendre leur destin en main et de se faire reconnaître comme actrices de développement. En se concentrant plus particulièrement sur la souveraineté alimentaire, ce programme permet aux femmes paysannes de faire valoir leurs droits.

Une orientation fondamentale, quand on sait que les femmes sont responsables de plus de 80% de la production alimentaire en Afrique !

RDC : les travailleurs de l'informel ne sont pas non plus des outils !

En République démocratique du Congo, le secteur formel ne représente qu'une part infime de l'économie. 90% de la population active travaille en effet dans l'informel, bien souvent en l'absence de toute forme de droits. C'est pourquoi, avec l'appui de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC Belgique), la Confédération des syndicats du Congo (CSC Congo) a décidé de viser directement les travailleurs informels pour les aider à s'unir et à défendre leurs droits. Quinze bureaux de proximité ont ainsi été ouverts à Kinshasa au cours des trois dernières années.



SÉBASTIEN BRULEZ
Chargé de campagne, CNCD-11.11.11

Paroles de volontaires

Du 3 au 13 novembre, c'est l'Opération 11.11.11. Cette année, la récolte de fonds du CNCD-11.11.11 sera agrémentée de très nombreuses activités autour de la date symbolique du 11 novembre 2011. C'est dans ce cadre que nous avons interrogé deux volontaires 11.11.11 sur leur action sur le plan local.

Le 11 juin dernier, plusieurs dizaines de volontaires du CNCD-11.11.11 se retrouvaient à Bruxelles pour une journée qui leur était dédiée. Sur l'invitation à cette activité on pouvait lire les mots suivants : « Que serait le CNCD-11.11.11 sans ses volontaires ? Le volontaire est la pierre angulaire de notre action depuis toujours ! ». En effet, s'il y a bien une constante au CNCD-11.11.11 depuis sa fondation en 1966, c'est l'action primordiale de ces milliers de personnes qui consacrent minutes, heures, jours, années à lutter pour une répartition plus égalitaire des ressources entre le Nord et le Sud. Rencontre avec Michèle Maton, membre du comité local de Jurbise, et Jean-Paul Davreux, volontaire en région liégeoise.

Depuis combien de temps êtes-vous volontaire 11.11.11 ?

Michèle : Depuis les années 90. On a commencé en trio en œuvrant avec les mouvements de jeunesse. On est parti de rien et petit à petit le groupe s'est étendu.

Jean-Paul : Depuis 1978, je suis organisateur de l'Opération 11.11.11 avec d'autres à Oupeye, dans la région d'Herstal. Je suis aussi volontaire de l'ONG Entraide et Fraternité. La combinaison des deux me semblait quelque chose d'important parce que la coupole qu'est le CNCD-11.11.11 permet des liens entre les différents sujets d'animation, d'interpellation politique sur le terrain, etc. et de confronter les expériences de nos partenaires dans le Sud. J'apprécie particulièrement les échanges d'expériences et les témoignages, ce sont ceux-ci qui montrent concrètement l'apport du CNCD-11.11.11. Je tiens à le souligner.

Quel type d'événements mettez-vous sur pied dans votre région ?

Michèle : On a voulu organiser des événements en dehors de la vente de produits 11.11.11. On a créé une journée festive. On a d'abord simplement ouvert un local avec une petite expo ; puis on a fait un goûter avec des crêpes à la quinoa ; ensuite, on s'est dit qu'on allait faire un petit déjeuner. Et tout ça s'est transformé en une journée festive le 11 novembre qui

mobilise pas mal d'énergie, tant du comité que des personnes qui aident ponctuellement ce jour-là. Il s'agit d'une journée qui débute par un petit déjeuner. Des projets d'ONG y sont exposés et des produits équitables Oxfam mis en vente. La journée se poursuit par un barbecue à midi. Et maintenant, depuis quelques années, des musiciens viennent à l'apéritif, etc. C'est donc devenu un rendez-vous incontournable !

Jean-Paul : Nous organisons assez régulièrement, au moment de l'Opération 11.11.11, des manifestations de types théâtral, musical ou des témoignages. Ça donne bien, même si cela demande beaucoup de temps. Nous avons également créé une commission communale qui fait de la solidarité en parrainage avec une commune du Burkina Faso qui s'appelle Gursi. Ce parrainage existe maintenant depuis une petite dizaine d'années. Il s'est tissé à la suite de la campagne du CNCD-11.11.11 « Ma commune n'est pas au bout du monde ». Il a été relayé par des engagements communaux.

Pourquoi trouvez-vous important de vous mobiliser chaque année pour 11.11.11 ?

Michèle : Au départ, tout simplement parce que quelqu'un est venu me le demander. Je ne suis donc pas une militante de la première heure ! Il ne faut pas courir au Sud de la planète pour rencontrer de la misère mais c'est l'injustice entre le Nord et le Sud et la volonté d'un monde plus juste qui m'anime tout simplement. Contre l'injustice, on agit à notre petit niveau. Ma vie n'est pas remplie du combat Nord-Sud, c'est assez ponctuel mais c'est ce qui m'anime et je pense que c'est aussi ce qui anime les autres membres du comité local.

Jean-Paul : J'ai travaillé pendant pas mal d'années dans l'industrie. Sans parler de ce qui me chagrinait dans cet emploi, j'ai toujours eu besoin – ça vient d'une tradition familiale ! – de pouvoir travailler dans le social, de pouvoir rencontrer des expériences, de réfléchir à ce qu'est le développement, de connaître les problématiques d'un point de vue plus global. L'apport des différentes associations a contribué, je dirai un peu égoïstement, à me former.

CHÉRIE

11

sort ce soir ?

11,11,11 *jour de sortie solidaire*

Près de 200 activités !

Théâtre, concerts, petits déjeuners, conférences, ciné avec ou sans débat, fête de quartier, lecture de contes, animations, expositions, ballades didactiques... Le CNCD-11.11.11, ses organisations membres, son réseau de volontaires, ses partenaires culturels organisent partout en Wallonie et à Bruxelles des activités au profit de l'Opération 11.11.11. Près de 200 événements sont ainsi programmés entre début octobre et début décembre.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.cncd.be/11sortcesoir

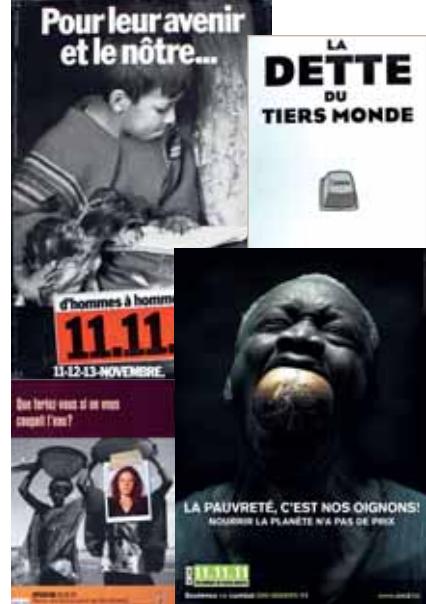
Les centres culturels bruxellois se mobilisent !

À Bruxelles, la concertation des centres culturels bruxellois a décidé de participer à la mobilisation autour du 11 novembre. L'initiative a pris le nom de « Chérie, 11 sort ce soir ? C'est arrivé près de chez nous ! ». 11 centres culturels proposent ainsi un parcours exceptionnel à travers une sélection d'événements brassant diverses activités : théâtre, expos, cinéma, rencontres citoyennes... pour mieux comprendre les enjeux des changements climatiques dans le Sud. Une partie des droits d'entrée sera reversée à 11.11.11.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.centresculturelsbruxellois.be



11.11.11 en affiches



C'est une tradition. Chaque Opération 11.11.11 porte une thématique – cette année, la justice climatique – symbolisée par une affiche, et ce depuis de nombreuses années. C'est à la découverte de ces affiches que nous vous invitons. Un groupe d'étudiants de l'IHECS, la célèbre école bruxelloise de journalisme et communication, a monté une exposition qui reprend l'histoire du CNCD-11.11.11 et de la solidarité internationale en Belgique à travers des affiches de campagne analysées chacune sur un plan politique, communicationnel et sémiotique. L'expo sera inaugurée le 9 novembre à 19h30 par une conférence sur les 45 ans de solidarité et ses perspectives d'avenir en présence d'Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCD-11.11.11 et des personnalités du secteur de la solidarité internationale.

Rendez-vous est donc pris le 9 novembre à 19h30 à l'auditoire BV1, IHECS, bâtiment Bord de Verre, Rue du Poinçon 15, 1000 Bruxelles.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.cncd.be/11-11-11-en-affiches

JULIEN TRUDDAÏU
Producteur et animateur radio

« Je réclame la révolution par l'éducation »

Ce 11 novembre 2011, Tiken Jah Fakoly, le célèbre chanteur ivoirien de reggae, se produira à Liège au profit de l'Opération 11.11.11. En août dernier, il se confiait au micro de Radio Esperanzah. Extraits.

En pleine tournée, à travers l'Europe et les États-Unis, Tiken Jah Fakoly repassera par la Belgique ce 11 novembre pour un concert exceptionnel dans la cité ardente au profit de projets de développement dans le Sud. En août dernier, le reggae-man ivoirien se confiait au micro de Radio Esperanzah sur le continent, sa musique et la révolution.

Tu as sorti un nouvel album. C'est quoi l'histoire de ce nouvel opus ? L'album s'appelle « African Révolution ». Je réclame la révolution par l'éducation, donc une révolution intelligente. L'album est sorti en septembre 2010 et, heureuse coïncidence, les révolutions ont commencé en Afrique noire¹. J'en suis fier car l'Afrique doit passer par le chemin de la révolution si elle veut atteindre un certain niveau de développement et de stabilité.

Tu t'y attendais un peu, depuis le temps ? Oui parce que quand je regarde l'histoire de tous les peuples dit développés, comme celui de la France, des États-Unis ou même ceux d'Amérique latine, ils sont tous passés par des révolutions. L'Afrique étant dans le même processus de développement et de démocratisation, ce n'est pas étonnant qu'après cinquante ans d'indépendance, ces pays commencent à réclamer autre chose. C'est positif parce que ce sont ces révolutions qui vont changer la manière dont les dirigeants se comportent.

On t'entend beaucoup en Afrique sur ton pays, la Côte d'Ivoire. Pays qui est encore aux mains de beaucoup d'entreprises françaises, Bolloré pour le port autonome d'Abidjan, Bouygues pour l'eau, etc... Est-ce que tu attends du changement de la nouvelle équipe au pouvoir ou est-ce que tu penses que c'est une autre révolution qu'il faut mener ?

C'est une révolution qu'il faut mener puisque l'équipe actuelle ne pourra pas stopper la *Françafrique*². Elle lui est forcément reconnaissante, à travers les Nations Unies qui ont été obligées finalement de déloger Laurent Gbagbo. Si la passation de pouvoir s'était passée dans la normalité, on aurait exigé tout de suite l'arrêt de la *Françafrique*. C'est dans l'unité qu'on pourra la stopper.

Y a-t-il des lueurs d'espoirs, notamment ce qui se passe dans d'autres pays du continent ?

Oui, le continent sort de 400 ans d'esclavage et de plusieurs années de colonisation. La majorité d'entre nous ne savent ni lire, ni écrire. Aujourd'hui, les jeunes



commencent à avoir accès à internet. Donc les mentalités changent. Je suis optimiste. Je pense que quand l'Afrique aura 100 ans d'indépendance, elle ne sera plus la même. Nous détenons encore une grande partie de nos matières premières. Celles-là mêmes dont les Occidentaux ont besoin pour continuer leur développement : l'uranium du Niger, le cacao de Côte d'Ivoire, le coton du Mali, l'arachide du Sénégal. Aujourd'hui, nous sommes un milliard. En 2050, nous serons deux milliards. En matière de main-d'œuvre pour les entreprises, nous serons les mieux placés. Y'a aucune raison de désespérer, l'Afrique bougera !

« NOUS DÉTENONS ENCORE UNE GRANDE PARTIE DE NOS MATIÈRES PREMIÈRES DONT LES OCCIDENTAUX ONT BESOIN »

L'an dernier, ta carrière musicale a pris un petit tournant puisque tu as signé avec Live Nation en France. C'est une multinationale qui est très décriée, notamment pour sa pratique de mise aux enchères de ses artistes dans le secteur du live, ce qui aboutirait **in fine** à une augmentation des places de concert. Tu n'as pas peur de perdre une partie de ton public ?

Quand j'ai signé avec Universal Music, il y a quelques années, on m'a dit la même chose. Si je peux utiliser ces multinationales pour accroître ma notoriété sur le plan international, tant qu'elles ne me demandent pas de changer de langage, de messages et tant que les contrats seront établis comme il faut, je ne crains pas grand-chose. Au niveau de mes concerts, bien que ce soit Live Nation, nous discutons très souvent du prix des spectacles. Donc pour moi, il n'y a pas le feu à la maison. Si Live Nation peut me permettre d'être connu au État-Unis, tant mieux ! Si je peux utiliser Live Nation ou Universal Music pour que Sarkozy ou Obama m'entendent, tant mieux !

1/ L'artiste fait référence ici aux mobilisations sociales qui ont secoué le Sénégal en juin dernier.
2/ L'expression « Françafrique » dénonce l'action néocoloniale de la France en Afrique : l'ensemble des relations personnelles et des mécanismes politiques, économiques et militaires qui lient la France à ses anciennes colonies africaines, ainsi qu'à un certain nombre d'autres pays africains.



Pour 11.11.11

Cela devient ou c'est déjà une tradition. Les artistes chantent et jouent pour 11.11.11. Après Keziah Jones et Arid l'an dernier, ce ne sont rien de moins que Tiken Jah Fakoly et le groupe Balkan Beat Box qui se produiront cette année au profit des projets de développement 11.11.11. Que vous soyez à Liège le 11 novembre ou à Bruxelles le 19 novembre ou n'importe où ailleurs, ne ratez pas ces concerts, l'occasion de voir des artistes au talent largement reconnu et de célébrer la solidarité avec le Sud.



Pas de problème ? Pas de solution !

Bert Kruismans plonge dans l'absurdité du système alimentaire mondial

Cet été, la crise alimentaire qui a touché la Corne de l'Afrique a fait la une de tous les médias. Elle n'est pourtant qu'un symptôme d'une réalité inquiétante : dans le monde, un milliard de personnes souffrent de la faim, un chiffre qui ne diminue pas depuis vingt ans.

À cette triste réalité, il faut ajouter aujourd'hui de nouveaux phénomènes : la volatilité des prix, la spéculation sur les denrées alimentaires, la diminution des rendements et des ressources en eau, la dépendance au pétrole, les changements climatiques, les accaparements de terres...

À l'occasion de la journée alimentaire mondiale le 16 octobre dernier, la Coalition contre la faim s'est fendue d'un vidéoclip décapant sur l'absurdité du système alimentaire mondial avec, en invité vedette, le célèbre humoriste flamand Bert Kruismans.

Après avoir expliqué la Flandre aux Wallons, la Wallonie aux Flamands, la Belgique aux Français, Bert Kruismans tente ici dans cette capsule de cinq minutes de nous expliquer la crise alimentaire mondiale. Et on n'en sort pas indemne ! Libéralisme, foi dans les investisseurs, liberté des financiers, agrocarburants, tous en prennent pour leur grade.



Découvrez la vidéo sur www.jma2011.be

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
Docteur ès cynisme à HECC
Haute école du Café du Commerce

Lâcher du lest

Taxer les riches? Quelle excellente idée! Warren Buffet, un ami, a lancé l'idée dans un feu d'artifice de bonnes intentions. Les progressistes de bac à sable l'ont reprise maintenant qu'elle est autorisée par ceux qui « créent de l'emploi et prennent des risques ». Ils ont raison. Allons-y, c'est le moment, c'est l'instant.

Mon autre ami Serge Dassault a beau dire : « Taxer les riches, c'est idiot et nul ! ». Il se trompe. « Serge, excuse-moi mais, ici, c'est toi l'idiot. Si tu n'avais pas les neurones ralents par le caviar dont tu te gaves, tu saurais qu'il faut savoir lâcher du lest. Comme les montgolfières ! »

Soutenir la taxe sur les riches maintenant, là, tout de suite, est devenu stratégique. Histoire de ne pas atteindre le moment où les pauvres n'auront plus que les riches à manger. Lâcher du lest maintenant, c'est ne pas devoir en lâcher demain. Allons-y gaiement donc en précisant que cette ponction n'est légitime que parce qu'elle est exceptionnelle et qu'elle sera l'exception qui confirme... Vous me suivez?

Afin que notre infinie compassion et notre sens civique ne nous reviennent pas en pleine figure, il convient toutefois de continuer à ramollir les cerveaux de nos concitoyens avec nos produits d'entretien. En voici quelques-uns :

→ « La taxe est contre-productive puisque vous allez moins investir ». Surtout ne pas rire en disant ça ! Insistez : « Moins d'investissements, c'est moins d'activités et donc moins d'argent pour les impôts et la sécu ». Si le fou rire vous guette malgré tout: pensez très fort que toutes vos dépenses fastueuses pourraient par un petit viol sémantique s'appeler investissement. De toute façon, le viol s'appelle désormais « faute morale ».

→ Réduisez le nombre réel de riches et prétendez qu'ils sont protégés par le WWF tellement ils sont rares.

→ Rappelez que « c'est dangereux de taxer les riches, ils pourraient partir. Et qu'est-ce qu'on ferait sans eux ? Ils sont tellement indispensables ! ». Pour avoir une mine d'enterrement en disant cela, pensez à la valeur de vos actions BNP Paribas Fortis.



→ Comparez les impôts d'ici à ceux d'à côté. La fiscalité est tellement complexe qu'il est toujours possible de montrer qu'« on est les plus taxés ». N'évoquez l'idée d'harmonisation que lorsque l'impôt est au taux zéro.

→ Faites passer les gens qui demandent une taxe qui va au-delà de ce que vous concédez comme de « dangereux personnages qui iront bientôt chercher vos petites économies jusqu'au fond de vos chaussettes et en profiteront pour aller chercher les confitures à la cave ».

Ces produits sont à utiliser de manière immodérée. Mais attention, ne prétendez jamais que taxer les riches, c'est symbolique. Si c'était un symbole, ce serait un très mauvais symbole. Affirmez au contraire en mettant les mains sur le cœur que c'est une grosse concession et souriez intérieurement en pensant que pendant 20 ans vous avez amassé 100 fois plus que ce que vous lâchez maintenant.

Alors ?

Merci qui ?

Taxer le capital

Nous vivons dans un monde où les inégalités sociales ont augmenté partout depuis le début des années 1980.

On constate des écarts de revenus allant jusqu'à un rapport de 1 à 500 dans un même pays. Cela est dû au double phénomène de pression à la baisse sur les revenus des travailleurs non qualifiés et de concurrence à la hausse des revenus élevés. Parmi ces revenus élevés, on trouve évidemment les cadres des firmes transnationales qui bénéficient, en plus de leurs salaires, de plantureux revenus financiers sous la forme de bonus ou de stock options. La fiscalité a un rôle majeur à jouer en matière de réduction des inégalités : la taxation des revenus du travail est beaucoup plus importante que celle des revenus du capital, ce qui profite aux revenus les plus élevés dont la part de revenus financiers n'a cessé de croître. Une fiscalité plus juste impliquerait donc de davantage taxer les revenus financiers et les grosses fortunes, en vue de rétablir un équilibre entre la taxation des revenus du travail et du capital.

| | |
|----|------|
| 1 | 17 |
| 2 | 18 |
| 3 | 19 |
| 4 | 20 |
| 5 | 21 |
| 6 | 22 |
| 7 | 23 |
| 8 | 24 |
| 9 | 25 |
| 10 | 26 |
| 11 | 27 |
| 12 | 28 |
| 13 | 29 |
| 14 | 30 |
| 15 | 31 |
| 16 | |
| | 2012 |



Les cadeaux

11.11.11
il y en a pour tous les goûts..

Découvrez les cadeaux 11.11.11
dans notre boutique solidaire
en ligne www.cncd.be/boutique-solidaire

Tous nos produits sont vendus au profit des projets
de développement dans le Sud.

Contact : cadeaux11@cncd.be – + 32 (0) 2 613 30 34

